



Assemblée générale

Distr.: Limitée
2 octobre 2002

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Troisième session
Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

Botswana: amendements à l'article 6

Il est proposé de poursuivre les travaux sur l'article 6 à partir du texte ci-après¹:

*“Article 6
Secteur public*

1. Chaque État Partie, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, s'efforce d'adopter, de maintenir et de renforcer des systèmes de recrutement, d'embauche, de rémunération, de promotion et de retraite des fonctionnaires et, s'il y a lieu, d'autres agents publics non élus, qui:

- a) Reposent sur les principes d'efficacité et de transparence et sur des critères objectifs tels que le mérite, l'équité et l'aptitude;
- b) Comportent des procédures appropriées pour le choix, la formation et la rotation des personnes appelées à occuper ou occupant des postes publics considérés comme étant particulièrement exposés à la corruption;

¹ Le texte de cette proposition est une version révisée présentée, à la demande du Président, par le Botswana, qui a coordonné un groupe de travail informel.



c) Favorisent une rémunération adéquate et des barèmes des traitements équitables, compte tenu du niveau de développement économique de l'État Partie concerné;

d) Favorisent la mise en place, à l'intention des agents publics, de programmes de formation théorique et pratique qui mettent ceux-ci à même de s'acquitter de leurs fonctions de manière correcte, honorable et adéquate et les fassent bénéficier d'une formation spécialisée appropriée qui leur donne mieux conscience des risques de corruption inhérents à l'exercice de leurs fonctions;

e) Favorisent la transparence et préviennent les conflits d'intérêts en exigeant que certains agents publics déclarent leurs intérêts financiers, leurs avoirs, leurs dettes et leurs sources de revenus et, s'il y a lieu, en rendant publiques les informations figurant dans ces déclarations.

2. L'existence des systèmes visés au paragraphe 1 du présent article n'empêche pas les États Parties de maintenir ou d'adopter des mesures légitimes spécifiques en faveur des groupes défavorisés (action positive)."
